

SUR LES QUESTIONS RELATIVES AU TRAVAIL LE FN EST DANS LE CAMP DU CAPITAL

Plusieurs propositions du FN visent à faire croire aux salariés qu'il défend leurs intérêts :

- une hausse de 80 euros par mois pour les salaires inférieurs à 1 500 euros nets ;
- le retrait de la loi El Khomri ;
- le maintien des 35 heures ;
- la retraite à 60 ans au bout de 40 années de cotisations (« retraite à taux plein »).

Dans la réalité, ces promesses ont comme contrepartie des mesures préjudiciables pour les salariés. C'est par exemple le cas d'une taxe de 3 % sur les importations, une sorte de « TVA sociale », que le FN veut appliquer en contrepartie de la hausse des salaires ; mesure qui réduit autant le pouvoir d'achat des salariés, des privés d'emploi et des retraités.

C'est aussi le cas du retrait de la loi El Khomri. Par leur forte opposition et mobilisation contre cette loi, les salariés expriment la volonté d'une amélioration de leur situation. Au contraire, le FN veut retirer cette loi pour donner plus de possibilités aux patrons.

Ainsi, le FN veut soumettre les 35 heures à des accords de branche. Or, ceux-ci pourraient ramener le seuil de déclenchement des heures supplémentaires dans un sens défavorable aux salariés. Au lieu de renforcer la loi dans l'intérêt de ces derniers, le parti d'extrême droite les met ainsi à la merci du patronat et des rapports de force qui sont souvent plus favorables aux patrons.

En revanche, le FN garde le silence sur la dégradation des conditions de travail, ou encore sur les droits des salariés, notamment celui d'intervenir sur les choix

de gestion des entreprises. Dans de telles conditions, la sympathie affichée de la présidente du FN à l'égard des femmes salariées précaires relève plutôt d'un effet de style.

En ce qui concerne la retraite à 60 ans, le FN ne propose rien pour son financement. C'est d'autant plus problématique que, conformément aux revendications patronales, le parti d'extrême droite propose une hausse des exonérations de cotisations sociales dites patronales. Il propose même de transformer le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) en réduction générale de ces cotisations.

Ces propositions réduisent les recettes de la Sécurité sociale, sans augmenter l'emploi ou réduire le chômage. Or, le financement des retraites nécessite surtout de créer des emplois et d'augmenter les salaires.

Pour assurer la retraite à 60 ans, il faut transformer le mode actuel de cotisations pour inciter les entreprises à créer des emplois et à augmenter les salaires. Ces pistes vont évidemment à l'encontre des intérêts du capital. C'est pourquoi le FN n'en parle pas. Il reprend simplement un mot d'ordre des mouvements progressistes, tout en le vidant de son contenu.

En revanche, il souscrit totalement aux propositions des libéraux et des sociaux-libéraux (qu'il prétend pourtant récuser) en proposant, comme eux, la réduction des cotisations sociales des employeurs. Cela met aussi en évidence la nature démagogique des promesses du FN.